Pour une politique familiale adaptée aux enfants, en phase avec la réalité et féministe

Résolution du comité directeur des Femmes socialistes suisses, soumise à l'attention des participantes à l'Assemblée des membres du 6 septembre 2025, à Bienne

En cas de séparation ou de divorce, le tribunal doit aujourd'hui, au moment de rendre sa décision concernant la garde et la prise en charge de l'enfant, prendre en compte le droit de celui-ci d'entretenir des relations personnelles régulières avec ses deux parents. Il n'existe pas de modèle abstrait de prise en charge qui serait universellement le meilleur, ni d'un point de vue scientifique ni d'après l'expérience vécue. En pratique, les éléments pertinents sont les conditions de vie concrètes des deux parents, les besoins et les souhaits de l'enfant, ainsi que la relation de celui-ci avec ses parents.

Or, des efforts politiques sont actuellement déployés pour faire de la garde alternée¹ la norme légale. Les Femmes socialistes suisses aspirent à un partage égalitaire de la prise en charge des enfants et ne s'opposent pas, fondamentalement, à la garde alternée. Dans de nombreux cas, celle-ci peut constituer une bonne solution, adaptée à l'enfant – notamment lorsque les deux parents ont déjà assumé la responsabilité de la prise en charge avant la séparation. Mais c'est précisément là que réside le problème : les conditions sociales ne sont toujours pas réunies pour une répartition égalitaire du travail de *care* et ne sont donc pas vécues par la majorité des familles. La légalisation (ou priorisation) systématique de la garde alternée en cas de séparation ignore cette réalité et entraînerait des charges supplémentaires, en particulier pour les mères, qui assument aujourd'hui encore la majeure partie du travail de prise en charge non rémunéré. En outre, un modèle de prise en charge imposé par la loi ignore les particularités concrètes de chaque cas (situation), alors que celles-ci sont déterminantes pour l'évaluation du bien de l'enfant.

Si l'on veut une réelle égalité après la séparation, il faut commencer d'agir avant celle-ci : en encourageant des modèles familiaux égaux, en améliorant les offres d'accueil des enfants, en instaurant des conditions de travail équitables et en revalorisant le travail de *care* dans l'ensemble de la société.

Les femmes supportent l'essentiel de la charge du travail de *care* – même après la séparation

Aujourd'hui encore, les femmes assument la plus grande partie du travail de *care* non rémunéré – particulièrement après la naissance du premier enfant. Selon le rapport statistique sur les familles [en Suisse] 2021², 78 % des mères actives ayant des enfants de moins de 25 ans travaillent à temps partiel en Suisse – contre seulement 12 % des pères. Non seulement cette inégalité structurelle dans la répartition du travail rémunéré et du travail de prise en charge façonne la vie familiale, mais encore elle a un impact majeur en cas de séparation.

En effet, le parent qui assumait la majeure partie de la prise en charge des enfants avant la séparation continue souvent d'en assumer la responsabilité principale après (la séparation) – que ce soit en termes d'organisation, d'émotions ou de temps. La répartition effective du travail de *care* est donc souvent loin d'être équilibrée (égalitaire), même si les deux parents ont le droit de garde conjoint ou s'occupent de leur enfant en alternance (pas nécessairement à parts strictement égales).

---

¹ La garde alternée est un mode de prise en charge dans lequel l'enfant réside alternativement chez les deux parents après la séparation ou le divorce et est pris en charge par chacun d'eux.

² <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr.assetdetail.17084547.html>

Au lieu de créer une véritable égalité, la garde alternée comme norme légale risque d'alourdir encore la charge pesant sur les mères : dès lors que le père assume officiellement une plus grande part de la prise en charge des enfants, les pensions alimentaires subissent souvent une réduction – ce qui oblige les mères à compenser ce déficit financier en travaillant davantage. En pratique, elles continuent toutefois d'assumer la majeure partie du travail de *care*, ce qui conduit à une lourde double charge.

Les séparations ont des conséquences économiques – souvent pour les femmes

La réinsertion professionnelle des mères est souvent semée d'embûches de taille. Les raisons en sont des offres d'accueil insuffisantes, des conditions de travail peu compatibles avec la vie familiale, mais aussi une discrimination structurelle. Conséquence : les femmes continuent d'assumer l'essentiel de la prise en charge des enfants, mais elles supportent aussi les risques économiques en cas de séparation. Aujourd'hui déjà, les pères insistent souvent ou exercent fréquemment une pression pour obtenir la garde alternée afin de réduire leur contribution à l'entretien (pension alimentaire) des enfants et à leur prise en charge.

Prudence dans les situations de conflits graves ou de violences

En Suisse, près de 27 000 enfants sont exposés chaque année à la violence au sein du couple parental. Il est prouvé que cela a un impact sur la santé et le développement social et scolaire. Pourtant, dans le cadre des procédures de séparation ou de divorce, la violence est rarement examinée et elle ne l'est pas sur un mode systématique (méthodique et ordonné).³ L'éclatement des différentes compétences des autorités en matière de violences au sein du couple accentue encore le problème, tout comme la collaboration parfois déficiente entre les autorités. Une garde alternée imposée par la loi aggraverait encore la situation pour les personnes concernées.

Particulièrement problématiques sont les contextes marqués par des violences domestiques ou de notables déséquilibres des forces du point de vue social. Dans de tels cas, la garde alternée oblige les parents concernés à continuer de se soumettre à un système de coordination et de coopération permanentes – ce qui peut prolonger le cycle de la violence et mettre en danger le bien-être de l'enfant.

Critique de la rhétorique de l'aliénation

Dans le débat autour de la garde alternée, les mouvements de défense des droits des pères recourent souvent au concept d'« aliénation parentale », sur la base de ce que l'on appelle le syndrome d'aliénation parentale (SAP). Ce concept a été invalidé (réfuté) par la recherche spécialisée, mais il continue d'être utilisé pour miner la crédibilité des mères qui abordent le thème de la violence ou qui se prononcent contre une prise en charge égalitaire. Les Femmes socialistes s'opposent fermement à toute instrumentalisation de ce concept et demandent à la place une perspective féministe qui place le bien de l'enfant et la protection contre la violence au centre des préoccupations.

Les Femmes socialistes portent un regard critique sur les développements actuels et s'engagent en faveur des points suivants :

- Pas d'inscription de la garde alternée comme norme légale (ou modèle légal) par défaut.
- Des évaluations différenciées et centrées sur le bien de l'enfant, au cas par cas. La pratique actuelle, fondée sur la loi en vigueur, est pertinente et a fait ses preuves.

---

³ <https://www.ebg.admin.ch/fr/nsb?id=99761>

- Prise en compte des réalités de vie des familles, notamment de la répartition genrée des tâches.
- Protection contre la violence comme facteur central dans les décisions ayant trait au droit de garde et à la garde.
- Renforcement de la garantie de prise en charge et de la sécurisation des moyens de subsistance pour les parents de familles monoparentales.
- Mise en lumière du caractère non scientifique du « syndrome d'aliénation parentale ».
- Valorisation structurelle du travail de *care* et de l'accueil extrafamilial des enfants.

Pour les Femmes socialistes suisses, une chose est claire : la garde alternée dans le cadre d'une autorité parentale conjointe peut être un modèle viable – à condition, entre autres, que les deux parents, déjà avant la séparation, aient participé équitablement au travail de *care*, qu'il n'y ait pas (eu) de violence et qu'une communication stable soit possible. Elle ne doit toutefois pas devenir le modèle de prise en charge imposé par la loi en cas de séparation. Dans chaque cas pris isolément, il convient d'examiner, sans a priori, quelle forme de prise en charge est la meilleure pour l'enfant. Pour que la garde alternée serve réellement l'intérêt de l'enfant, il faut des mesures politiques qui assurent une plus grande égalité dans les tâches familiales avant même la séparation. Tant que la réalité sociale et l'exigence légale sont en contradiction, on risque d'aboutir à un modèle d'égalité illusoire qui consolide les inégalités existantes plutôt que de les surmonter.